

Avis voté en plénière du 28 janvier 2014

Favoriser l'accès pour tous à une alimentation de qualité, saine et équilibrée

Déclaration du groupe de l'UNSA

Pour l'UNSA et la CFDT, favoriser l'accès à une alimentation de qualité, saine et équilibrée pour tous, est un sujet qui doit faire consensus.

Un premier défi que l'avis ne traite pas, car cela dépasse le périmètre des travaux de la saisine, c'est le défi de la lutte contre la pauvreté. En effet, dans un pays comme la France, l'insécurité alimentaire touche plus de six millions de personnes, alors que la nourriture est abondante. Réduire la pauvreté, c'est réduire ces problèmes d'insécurité alimentaire.

Il convient également de faciliter l'accès à l'aide alimentaire des populations concernées. Cela implique, comme le préconise l'avis, des politiques publiques cohérentes, tant au niveau national que communautaire. Cela passe aussi par un maintien des ressources allouées au niveau européen. Des mesures cohérentes d'incitation fiscale, de lutte contre le gaspillage et une meilleure coordination des opérateurs sont également nécessaires.

Le second défi est celui d'une sécurité sanitaire sans faille. Elle nécessite de renforcer les contrôles de premier niveau par la puissance publique. Le développement du contrôle interne au sein des entreprises est important.

Dans ce cadre, l'élargissement du droit d'alerte, revendiqué par la CFDT et l'UNSA et prévu par le législateur va dans le bon sens. Un renforcement de l'action des institutions représentatives du personnel est également souhaitable. Rappelons aussi que la sécurité alimentaire passe par la formation continue des opérateurs.

La question de l'application des normes de qualité sanitaire est cruciale. Comme le souligne l'avis, il faut éviter que les règles définies au niveau européen soient déclinées et mises en œuvre de manière disparate selon les États. La question se pose aussi de faire reconnaître ces normes au niveau international comme étant des « facteurs légitimes » de production, au même titre que ce qui est revendiqué par nos organisations pour les facteurs environnementaux et sociaux.

Troisième défi, celui de la formation et de l'information. En la matière, les plus jeunes sont une cible prioritaire car l'acquisition des habitudes alimentaires commence dès le plus jeune âge.

L'information des citoyens-consommateurs est aussi primordiale. Une amélioration de l'information délivrée sur les qualités nutritionnelles des produits qu'ils s'approprient à consommer est nécessaire. À ce titre, la généralisation de dispositifs associant les repères nutritionnels journaliers à des codes

tricolores doit être expérimentée. La CFDT et l'UNSA tiennent à souligner leur revendication de renforcer l'étiquetage des produits alimentaires en fonction de l'origine des denrées, y compris pour les produits transformés.

La fraude à la viande de cheval a remis sur le devant de la scène cette question, sans qu'elle trouve à ce jour de réponse réglementaire concrète au niveau européen.

Enfin, l'UNSA et la CFDT souhaitent rappeler qu'un meilleur partage de la valeur ajoutée au sein de la filière alimentaire permettant à chacun de vivre décemment de son travail est nécessaire. C'est non seulement un élément de garantie de la pérennisation des volumes de production et, donc, de prix raisonnable, mais également la possibilité du renforcement de sa qualité en permettant aux opérateurs concernés de poursuivre leurs investissements vers une production qualitative respectueuse des hommes, des territoires et de l'environnement. L'analyse des dernières données de l'observatoire des prix et des marges nous conforte dans l'idée qu'il reste à faire des progrès importants dans ce domaine.

La CFDT et l'UNSA ont voté l'avis.